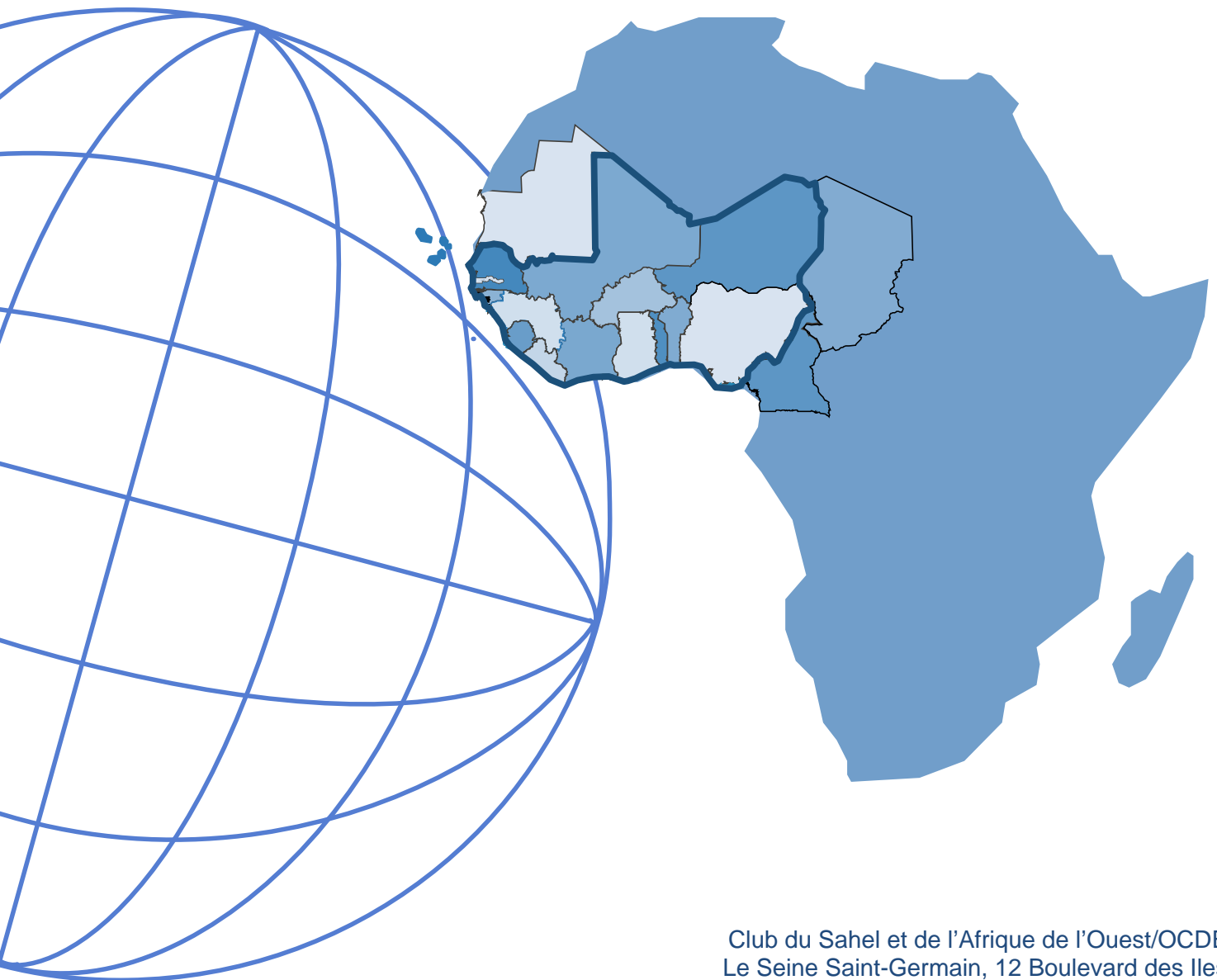




*Réunion du Groupe d'Orientation des Politiques
Paris (France), 18 juin 2009*



Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE
Le Seine Saint-Germain, 12 Boulevard des Iles
92130 Issy-les-Moulineaux

Adresse courrier :

2 rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16

Tél : +33 (0)1 45 24 89 87

Fax : +33 (0)1 45 24 90 31

Réunion du Groupe d'Orientation des Politiques (GOP)
du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest / OCDE

18 juin 2009

Agence Internationale de l'Energie (AIE), Salle 2
9, rue de la Fédération
75015 Paris

Table des matières

INTRODUCTION	5
SYNTHÈSE DES DÉBATS	6
CONCLUSIONS	9
ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS	10
ANNEXE 2 : ORDRE DU JOUR.....	14
ANNEXE 3 : DISCOURS	16

INTRODUCTION

Le Groupe d'Orientation des Politiques du CSAO – OCDE s'est réuni le 18 juin 2009 à Paris. La rencontre des membres contributeurs, tenue le 19 juin au matin fait l'objet d'un compte rendu séparé.

L'ordre du jour et la liste des participants sont présentés en annexes 1 et 2.

La réunion est ouverte par M. François-Xavier de Donnea, Président du CSAO et M. Mario Amano, Secrétaire Général adjoint de l'OCDE.

Après avoir présenté sa vision de l'Afrique de l'Ouest, M. de Donnea souligne quelques éléments d'orientations susceptibles de guider les travaux du CSAO au cours de sa présidence :

- Les évolutions récentes, rapides et imprévisibles confirment le besoin de ceux qui s'intéressent à cette région de disposer d'outils de suivi permanent et d'analyse.
- Le Nigeria, même s'il n'est pas un récipiendaire important de l'aide internationale, même s'il n'est pas un « client » privilégié des agences de coopération membres du CSAO, doit être analysé et compris du fait de l'influence qu'il exerce dans toute la région.
- La zone Franc en tant qu'ensemble monétaire et économique mérite d'être plus prise en compte que par le passé dans les travaux du CSAO. Cet ensemble de presque 100 millions d'habitants jouera sans aucun doute un rôle central dans le processus d'intégration régional ouest-africain.
- Les nouveaux « joueurs », le Brésil, la Chine, l'Inde notamment, devraient être progressivement associés aux travaux du CSAO.
- Le Secrétariat du CSAO doit être en mesure d'appuyer les organisations régionales ouest-africaines dans leurs stratégies d'adaptation et de réaction à la crise économique mondiale.
- Parce que ces enjeux sont désormais tout en haut de l'agenda, les risques sécuritaires doivent être débattus dans le cadre du CSAO et intégrés aux autres dimensions du développement.
- La question des migrations, étroitement liée à la croissance démographique, doit demeurer dans l'agenda du CSAO.

En écho à ces propos, M. Amano rappelle que l'ensemble des activités de l'OCDE dans le domaine du développement ont fait l'objet d'un débat à l'occasion du Conseil de l'Organisation du 25 mai. A cette occasion, les États membres de l'OCDE ont insisté sur la nécessité de renforcer la cohérence des politiques et sur la coordination de l'action des agences de coopération sur le terrain ainsi que sur l'importance de l'approche régionale du développement ; approche qui est au cœur des préoccupations du CSAO.

Les discours de MM. De Donnea et Amano sont présentés en annexe 3.

A l'issue de ces discours, le Directeur, le Directeur adjoint, les chefs d'unité et leurs collègues ont successivement présenté aux membres :

- Le bilan des activités entre janvier 2008 et juin 2009 dans les domaines de la communication, des perspectives à moyen et long terme, des transformations du monde rural, de la coopération régionale, de la gouvernance, de la paix et de la sécurité.
- Le programme de travail entre juin 2009 et décembre 2010 dans ces mêmes domaines.

En outre, des présentations spécifiques ont abordé :

- Les impacts de la crise économique mondiale sur l’Afrique de l’Ouest.
- Le portail Afrique de l’OCDE, premier portail web régional de l’OCDE par lequel tous les travaux de l’Organisation relatif à ce continent sont accessibles. Le Secrétariat du CSAO a joué un rôle moteur dans la mise en œuvre de cet outil.
- La nouvelle publication trimestrielle du Secrétariat : l’Observateur de l’Afrique de l’Ouest.
- La première édition du rapport Afrique de l’Ouest CSAO / CEDEAO portant sur les ressources pour le développement.
- Le programme sur l’efficacité régionale de l’aide en cours de démarrage.

Toutes ces présentations et les documents qui s’y réfèrent sont disponibles sur le site du CSAO (www.oecd.org/csao/gop) et sur notre nouvelle plate-forme audio : www.swac.mypodcast.com.

SYNTHÈSE DES DÉBATS

Les membres du GOP soulignent et apprécient la qualité des travaux présentés par le Secrétariat. Ils expriment les analyses et recommandations suivantes.

Le programme de travail

- Le thème de l’intégration régionale – qui est le cœur de l’action du CSAO - connaît un net regain d’intérêt ; il est demandé au Secrétariat d’évaluer la possibilité de :
 1. Documenter précisément, les progrès, les succès, l’efficacité de la coopération régionale à travers des exemples concrets.
 2. Documenter concrètement les avantages comparatifs de l’action régionale au regard de l’action aux autres niveaux territoriaux d’action (national, local)¹.
 3. Aborder le problème de la cohérence entre l’action bilatérale et l’action régionale des bailleurs de fonds. *Le Secrétariat rappelle que l’introduction des notions d’efficacité de l’aide régionale d’une part et, d’autre part de cohérence entre l’aide bilatérale et l’aide régionale fait désormais l’objet d’un programme spécifique. Ce programme a d’ores et déjà à son actif l’introduction de la dimension régionale dans le questionnaire des examens par les pairs du CAD.*
 4. Évaluer la possibilité d’accompagner des échanges d’expériences et d’analyser les interactions avec d’autres régions africaines et leurs organisations régionales ; situer la démarche dans la perspective de l’intégration africaine telle qu’elle est portée par l’Union Africaine. *Les interdépendances avec l’Afrique du Nord ont été largement abordées dans le dossier « migrations ». La dimension inter-régionale des enjeux ouest-africains sera désormais abordée dans les dossiers du CSAO.*

¹ Il a été noté à ce sujet que 70.5 % du fonds africain de Développement de la BAD a été réservé pour des actions de coopération régionale ; à la condition expresse que l’avantage comparatif de la coopération régionale vis-à-vis de la coopération au niveau national, soit clairement établi. Le Secrétariat du CSAO pourrait envisager une collaboration avec la BAD sur ce sujet.

- Dans le domaine des migrations, il est demandé au Secrétariat de prendre en considération le développement de stratégies communautaires européennes qui cherchent à compenser les lacunes laissées par les approches bilatérales. Il est également souligné que le rôle du Secrétariat doit être en premier lieu de favoriser le dialogue entre l’Afrique de l’Ouest et l’Europe.
- Le suivi des impacts de la crise internationale a fait l’objet d’un excellent document de la cellule APF. Ce document résume l’ensemble des initiatives en cours et prévues pour aider l’Afrique face à la crise. Ce panorama des initiatives internationales en faveur de l’Afrique pourrait être valorisé dans les travaux et les débats du CSAO. Le suivi des conséquences sur les transferts des migrants mérite une attention particulière.
- Dans le domaine de la sécurité, le problème du trafic de drogue mérite d’être inscrit à l’agenda du CSAO. *Le Secrétariat précise que ce problème est abordé dans le cadre plus large des nouveaux enjeux sécuritaires et de l’hybridation des risques (trafic de drogues, d’armes, rebellions, terrorisme).*
- Le problème de la location des terres agricoles est crucial et doit être abordé dans le cadre du CSAO. *Le Secrétariat rappelle que depuis de nombreuses années, aux côtés des organisations régionales ouest-africaines, il défend le principe d’une charte foncière. Il informe le GOP de sa participation à l’initiative mondiale de l’ILC (International Land Coalition : www.landcoalition.org) ; initiative au sein de laquelle le Secrétariat va jouer le rôle de catalyseur sur la région Afrique de l’Ouest.*
- Considérant les contraintes financières auxquelles il fait face, le GOP encourage le Secrétariat à définir des priorités. Le choix des priorités doit s’appuyer sur les stratégies ouest-africaines de coopération régionale. Il doit également être dicté par l’objectif d’aider l’Afrique de l’Ouest à *négoier* son développement, dans les meilleures conditions possibles, avec le reste du monde.
- Dans ce cadre, ils demandent au Secrétariat de produire des documents analysant l’impact des activités sur le travail des organisations régionales ouest-africaines et de produire une fiche pour chaque activité démontrant sa valeur ajoutée par rapport à ce qui se fait par ailleurs.

Le rôle du CSAO et de son Secrétariat

- Le GOP rappelle que les deux principales fonctions du CSAO sont d’une part le débat informé et informel entre les membres – du Sud et du Nord - sur les politiques de développement, d’autre part l’appui aux stratégies régionales de développement et aux organisations ouest-africaines qui en ont la charge. A cet effet :
 - Pour servir le dialogue sur les politiques de développement, le GOP souhaite que le Secrétariat redynamise la fonction de Forum du CSAO ; qu’il se donne les moyens de mettre en présence les hauts responsables des organisations régionales ouest-africaines, des gouvernements des pays de la région, des agences de coopération, des associations représentatives du monde économique et de la société civile ; ces dernières devant assurer le « mandat citoyen » dans les débats du CSAO. *Le Président du CSAO indique que ceci sera l’une des priorités de son action.*
 - Il est demandé au Secrétariat de veiller à une participation systématique de représentants des organisations régionales ouest-africaines. *Le Secrétariat rappelle à ce sujet que les Commissions de la CEDEAO et de l’UEMOA ainsi que le Secrétariat Exécutif du CILSS, sont systématiquement invités et participent au GOP, à l’exception de la présente session du fait de contraintes de dernière minute.*

- Les membres du GOP expriment le souhait de voir se développer des synergies opérationnelles entre les structures de l'OCDE travaillant sur l'Afrique. *Le Secrétariat informe le GOP que des rapprochements sont en cours.*
- Le rapprochement avec les « nouveaux acteurs » que sont notamment, la Chine, l'Inde, le Brésil, doit s'opérer de façon progressive en privilégiant dans un premier temps, des contacts et échanges avec des centres de recherche. La stratégie de rapprochement doit faire l'objet de consultations intra-OCDE. Cette approche doit s'appuyer sur la démarche plus globale de l'OCDE dans ce domaine.
- En outre, les banques africaines de développement (BCEAO, BIDC...) sont également des acteurs clés qu'il est nécessaire d'associer aux travaux et aux débats afin, dans un premier temps, de comprendre leur action et de l'intégrer dans les réflexions du CSAO. Il en va de même pour les parlementaires. Enfin, un processus d'élargissement du CSAO à de nouveaux acteurs doit veiller à ne pas déséquilibrer le Club, à maintenir la prééminence de la participation ouest-africaine.
- D'une façon plus générale, le GOP souhaite que le Secrétariat développe une stratégie d'*outreach* ouverte à tout nouveau partenaire potentiel susceptible de jouer un rôle utile au sein du CSAO ; y compris des pays membres du CAD non encore membre du CSAO.

La communication

- Les membres du GOP apprécient les progrès enregistrés depuis dix-huit mois : création d'une lettre d'information régulière, site web, rationalisation des collections de publications, lancement de « l'Observateur de l'Afrique de l'Ouest », etc. Ils souhaitent qu'une politique de communication en direction des grands médias internationaux soit envisagée, notamment dans le but de promouvoir une image plus positive de la région et des progrès qu'elle accomplit. *Le Président indique que ceci figure au rang de ses priorités.*
- Le GOP salue la création du portail Afrique de l'OCDE (www.oecd.org/afrique) et félicite le Secrétariat qui en a été la cheville ouvrière. Ce portail régional est un pas encourageant vers l'objectif de plus de synergies entre les structures de l'OCDE travaillant sur l'Afrique ; objectif qui fait l'objet d'une réflexion du Conseil de l'OCDE.
- Le GOP demande au Secrétariat de produire une évaluation de l'impact des publications (recettes des ventes, reprises dans les médias, influence sur les débats et les politiques) et de leur valeur ajoutée par rapport à d'autres publications sur l'Afrique produites dans le cadre de l'OCDE. Il est noté à ce sujet que le Secrétariat du CSAO est la seule structure qui, au sein de l'OCDE, produit des analyses de nature régionale. Par ailleurs, le Secrétariat envisage de proposer un *Regional Economic Outlook* portant sur l'Afrique de l'Ouest ; cet exercice pourrait être mené en collaboration avec le Centre de Développement de l'OCDE.
- Les membres du GOP approuvent le concept de *l'Observateur de l'Afrique de l'Ouest* et estiment qu'il s'agit d'un outil de synthèse très utile pour leur travail ; ils confirment que la distribution de l'Observateur de l'Afrique de l'Ouest auprès des agences de coopération sur le terrain a été efficace. Ils encouragent à les diffuser encore plus largement en Afrique de l'Ouest mais aussi dans les pays de l'OCDE, et à favoriser des reprises dans la presse spécialisée.

CONCLUSIONS

M. de Donnea, Président du CSAO, note la préoccupation très largement exprimée par le GOP, concernant la participation systématique des hauts responsables des organisations régionales ouest-africaines aux réunions du CSAO. Tout en rappelant que le Secrétariat du CSAO travaille sur une base journalière avec ces organisations, il informe le GOP qu'il va prendre des initiatives en ce sens. Il indique que la prochaine réunion du GOP pourrait être organisée en décembre prochain à Bamako, en marge de la réunion du 25^{ème} anniversaire du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires.

Il indique également qu'un processus pragmatique d'élargissement du cercle du CSAO sera mis en œuvre. Il s'agira d'inviter à la réunion de Bamako, des représentants des grandes banques de développement et de certains centres de recherches asiatiques, moyen-orientaux et asiatiques sur l'Afrique. Il informe également le GOP de sa volonté d'impliquer fortement les parlementaires dans les travaux et débats du CSAO. A cet effet, le gouvernement belge financera un programme de collaboration entre le Secrétariat du CSAO et l'Union Interparlementaires (IUP - www.ipu.org).

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

President

M. François-Xavier de DONNEA

Ministre d'Etat
Président de la Commission des Finances et du Budget
Chambre des Représentants de Belgique
557 Avenue Louise
B-1050 Bruxelles, Belgium

Tel : +32 2 549 8507
Fax : +32 2 549 9151
Email: francois.dedonnea@scarlet.be

Allemagne/Germany

Mrs. Renate von BODDIEN

German DAC-Delegate
Permanent Mission of Germany to the OECD
9 rue Maspero
75116 Paris, France

Tel: +33 1 55 74 57 06
Fax : +33 1 55 74 57 40
Email: wi-7-oecd@pari.auswaertiges-amt.de

Autriche/Austria

Mrs. Monika TORTSCHANOFF

West and North Africa
Austria Development Agency (ADA)
Zelinkagasse 2
1010 Vienna

Tel: +43 1 90 3 99 2515
Fax: +43 1 90 3 99 1290
Email: monika.tortschanoff@ada.gv.at

Belgique/Belgium

Son Excellence

M. Chris HOORNAERT

Ambassadeur, Représentant Permanent
Délégation Permanente de la Belgique auprès de l'OCDE
14 rue Octave Feuillet
75116 Paris, France

Tel: +33 1 56 75 34 52
Fax: +33 1 56 75 34 70
Email: chris.hoornaert@diplobel.fed.be

M. Charles BOIS d'ENGHIEN

Conseiller
Affaires étrangères
Division générale de la Coopération au Développement
15 rue des Petits Charmes
B-1000 Bruxelles

Tel: +32 2 501 4522
Fax: +32 2 501 4552
Email: Charles.BoisdEngchien@diplobel.fed.be

M. Geert DESERRANNO

Conseiller de la Coopération Internationale - Président du
Groupe de travail du CAD sur les statistiques (GT-STAT)
Délégation Permanente auprès de l'OCDE
14 rue Octave Feuillet
75116 Paris, France

Tel: +33 1 56 75 34 61
Fax: +33 1 56 75 34 70
Email: geert.deserranno@diplobel.fed.be

M. Martin PELEMAN

Secretary Commission Industry
Chambre des Représentants de Belgique
13 rue de Louvain
B-1008 Bruxelles

Tel: +32 2 549 82 31
Email: martin.peleman@dekamer.be

Canada

Ms. Marie-Frédérique ROCHE

Premier Secrétaire
(Coopération - Programmes régionaux)
Ambassade du Canada à Ouagadougou
Ouagadougou, Burkina Faso

Tel: +226 50 31 18 94
Fax: +226 50 31 19 00
Email: marie-frederique.roche@international.gc.ca

États-Unis/United States

Mr. Henderson PATRICK

Mission Director - Africa Office
USAID
PO Box 1630
Accra, Ghana

Tel: +233 21 22 84 40
Fax: +233 21 77 01 01
Email: hpatrick@usaid.gov

France

M. Serge SNRECH

Chef du Pôle «Efficacité et cohérence de l'aide »
DGM/ECODEV/DEV
Ministère des Affaires étrangères et européennes
27 rue de la Convention, CS91553
75732 Paris Cedex 15

Tel : +01 43 17 68 97
Email : serge.snrech@diplomatie.gouv.fr

Luxembourg

M. Luc DOCKENDORF

Secrétaire de Légation
Direction de la Coopération au développement
Ministère des Affaires étrangères
6 rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg

Tel: +352 247 82360
Fax: +352 46 38 42
Email: luc.dockendorf@mae.etat.lu

Pays Bas/Netherlands

Ms. Claudia CREMERS

Ministry of Foreign Affairs
Directory Africa
The Hague

Tel: +31 70 348 6741
Email: c_cremers@minbuza.nl

Suisse/Switzerland

Mr. Nicolas ZINGG

Senior Policy Advisor
Swiss Ministry of Foreign Affairs
Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC)
CH-3003 Bern

Tel: +41 31 322 63 04
Fax: +41 31 324 13 47
Email: niklaus.zingg@deza.admin.ch

Bénin/Benin

M. Daniel Zinzou DANHIN

Premier Conseiller
Ambassade du Bénin
87 avenue Victor Hugo
75116 Paris, France

Tel: +33 1 45 00 98 82
Fax: +33 1 45 01 82 02
Email: danzinsou@yahoo.fr

Burkina Faso

Mr. Dramane MILLOHO

Conseiller économique
Ambassade du Burkina Faso
159 boulevard Haussmann
75008 Paris, France

Tel: +33 1 43 59 74 83
Fax: +33 1 42 56 50 07
Email: dmillogo@hotmail.com

Ghana

Ms. Elizabeth NYANTAKYI

Minister Counsellor
Embassy of the Republic of Ghana
8 Villa Saïd
75116 Paris, France

Tel: +33 1 45 00 09 50
Fax: +33 1 45 00 81 95
Email: chancery@amb-ghana.fr

Mauritanie/Mauritania

M. Harouna TRAORÉ

Premier Conseiller
Ambassade de Mauritanie à Paris
5 rue Montévidéo
75116 Paris, France

Tel: +33 1 45 04 88 54
Email: harounet@yahoo.fr

Niger

Mme. Aminatou GAOH

Counseillère à l'Ambassade du Niger
26 bd Jean Jaurès
92110 Clichy, France

Tel: +33 1 45 04 80 60
Fax: +33 1 45 04 79 73
Email: aminatougaoh@yahoo.fr

Sénégal/Senegal

M. Damadou Saliou DIOUF

Ministre-Conseiller
Ambassade du Sénégal
14 avenue Robert Schuman
75007 Paris, France

Tel: +33 1 47 05 39 45
Fax: +33 1 45 56 04 30

Mme. Fatou FAYE

Adjoint de Chef du Bureau Economique
Ambassade du Sénégal
14 avenue Robert Schuman
75007 Paris, France

Tel: +33 1 47 05 39 45
Fax: +33 1 45 56 04 30

ROPPA

M. Mamadou CISSOKHO

ASPRODEB/CNCR
8 Bd de l'Est – Point E
Dakar, Sénégal

Tel: +221 825 5665
Email: cncr@cncr.org

OCDE - OECD

M. Mario AMANO
Secrétaire général adjoint

Tel: +33 1 45 24 80 30
Email: mario.amano@oecd.org

M. Eric BURGEAT
Directeur CCNM

Tel: +33 1 45 24 80 27
Email: eric.burgeat@oecd.org

CSAO - SWAC

M. Normand LAUZON
Directeur et
Chef d'Unité
Perspectives de développement à moyen et à long terme

Tel: +33 1 45 24 90 13
Fax: +33 1 45 24 90 31
Email: normand.lauzon@oecd.org

M. Laurent BOSSARD
Directeur adjoint et
Chef d'Unité Développement local et intégration régionale

Tel: +33 1 45 24 78 55
Email: laurent.bossard@oecd.org

M. Massaër DIALLO
Chef d'Unité
Gouvernance, Dynamique des Conflits, Paix et Sécurité

Tel: +33 1 45 24 96 28
Email: massaer.diallo@oecd.org

M. Jean Sibiri ZOUNDI
Chef d'Unité
Transformation du Monde Rural et Développement Durable

Tel: +33 1 45 24 19 82
Email: jeansibiri.zoundi@oecd.org

M. Christophe PERRET
Chargé de programme
Perspectives de développement à moyen et à long terme

Tel: +33 1 45 24 82 83
Email: christophe.perret@oecd.org

Ms. Julia WANJIRU
Communications Officer

Tel: +33 1 45 24 92 42
Email: julia.wanjiru@oecd.org

M. Léonidas HITIMANA
Chargé de programme
Transformation du Monde Rural et Développement Durable

Tel: +33 1 45 24 17 98
Email: leonidas.hitimana@oecd.org

Mme Gwénola POSSEME-RAGEAU
Chargée de programme
Gouvernance, Dynamique des Conflits, Paix et Sécurité

Tel: +33 1 45 24 95 80
Email: gwenola.posseme-rageau@oecd.org

Mme Jamila YAH
Agent administratif

Tel: +33 1 45 24 98 25
E-mail: jamila.yahi@oecd.org

Ms. Anne HAMILTON
Director's Assistant

Tel: +33 1 45 24 89 87
Email: anne.hamilton@oecd.org

ANNEXE 2 : ORDRE DU JOUR

Jeudi 18 juin 2009

- 09h10 – 09h25 Introduction
Monsieur François Xavier de Donnea, *Président du CSAO*
- 09h25 – 09h35 Intervention de M. Mario Amano
Secrétaire général adjoint de l'OCDE et en charge du Pôle de Développement de l'OCDE
- 09h35 – 10h00 Présentation par le Secrétariat du CSAO du document sur les résultats atteints, la crise financière internationale et son impact sur l'Afrique de l'Ouest et le CSAO, l'efficacité régionale de l'aide, le portail Afrique de l'OCDE auquel le CSAO a contribué et les orientations pour le programme de travail du CSAO pour l'année 2010
- M. Normand Lauzon, *Directeur du CSAO*
M. Laurent Bossard, *Directeur adjoint du CSAO*
UEMOA ou CEDEAO
- 10h00 – 11h00 Échanges de vues entre les membres du GOP sur les résultats produits à ce jour tant au bénéfice de l'Afrique de l'Ouest que des pays contributeurs aux ressources générales et spécifiques du CSAO. Suggestions concrètes, recommandations et prise de décision par les membres du GOP
- 11h00 – 11h15** *Pause café*
- 11h15 – 12h00 Échanges de vues entre les membres du GOP sur les conséquences de la crise financière internationale et son impact tant sur l'Afrique de l'Ouest que sur le CSAO. Suggestions, recommandations concrètes et prise de décision
- 12h00 – 12h45 Échanges de vues entre les membres du GOP sur les autres sujets et sur les Orientations du Plan de travail du CSAO pour l'année 2010. Suggestions, recommandations concrètes et prise de décision
- 12h45 – 13h15 Résumé des échanges du matin et des prises de décision par les membres du GOP et conclusions par M. de Donnea

13h15 – 14h45 *Déjeuner*

15h00 – 17h00 Présentation par le Secrétariat du Club du Rapport Afrique de l’Ouest sur les Ressources pour le Développement, le Portail Afrique de l’Ouest CEDEAO/CSAO, l’Observateur de l’Afrique de l’Ouest (nouvelle publication trimestrielle du CSAO d’analyse de la conjoncture régionale de l’Afrique de l’Ouest)

Échanges de vues entre les membres du GOP sur le rôle du Club, le contexte dans lequel il évolue, son avenir, ses défis et l’action qu’il doit mener avec les divers partenaires. Suggestions, recommandations concrètes et prise de décision par les membres du GOP

17h00 – 17h45 Résumé de la réunion de l’après-midi par les membres du GOP

17h45 – 18h15 Résumé et conclusions par :
M. Normand Lauzon
M. François Xavier de Donnea

ANNEXE 3 : DISCOURS

>> INTERVENTION DE M. FRANÇOIS-XAVIER DE DONNEA, PRÉSIDENT DU CSAO

Chers Collègues,

1) *Je voudrais tout d'abord vous faire part à grands traits de ma vision de l'Afrique de l'Ouest ; vision bien entendu très fortement nourrie des travaux du CSAO.*

Jusqu'à un passé récent, l'Afrique de l'Ouest était surtout perçue à travers le prisme de ses calamités naturelles et de ses conflits internes. En dehors de la lutte contre la pauvreté, aucun enjeu international majeur n'y résidait. Elle n'était l'objet d'aucune lutte d'influence significative, politique ou économique. Les deux grandes secousses économiques enregistrées au tournant du XXI^{ème} siècle (émergence des nouveaux pays riches, envolée des cours des matières premières) ont modifié la donne.

Ces dernières années, son pétrole, sa bauxite, son uranium, son fer, ses phosphates, firent l'objet d'une compétition internationale intense impliquant un nombre croissant d'acteurs. La Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres élargissent le cercle des pourvoyeurs d'aide et investissent le marché régional dont la faiblesse du pouvoir d'achat des consommateurs est compensée par le nombre.

Ces nouveaux acteurs sont moins exigeants que les partenaires traditionnels. Ils imposent moins de conditionnalités, ont des procédures moins longues, construisent plus vite et pour moins cher routes et aéroports. L'Afrique de l'Ouest change ainsi de statut. Elle voit s'ouvrir devant elle de nouveaux horizons et des marges de négociation dont elle n'aurait osé rêver il y a encore quelques années.

Fait majeur, le Nigeria s'est engagé sur le chemin de l'émergence économique et politique. Son agriculture, son industrie et ses services se développent rapidement sous l'impulsion de politiques publiques volontaristes ; ses banques restructurées partent à l'assaut du marché ouest-africain et continental ; son programme ambitieux de satellites de télécommunication est concrètement engagé.

La secousse du 11 septembre 2001 et ses conséquences, ont également modifié le positionnement géostratégique de la région. Il n'est un secret pour personne que le Sahel abrite aujourd'hui des cellules terroristes actives proches d'Al Quaida et que le trafic international de drogues s'y développe à grande échelle.

Les conséquences de la crise financière puis économique internationale se font désormais nettement ressentir dans la région. Nous aurons l'occasion de revenir dans nos débats, sur les fragilisations et les dangers induits par cette crise. Je voudrais insister sur un fait peu souligné : les autorités ouest-africaines réagissent avec clairvoyance malgré des moyens limités. En particulier les deux grandes banques centrales – la BCEAO pour la zone Franc et la Banque centrale du Nigeria – ont très rapidement pris des mesures pour garantir les liquidités des banques.

A certains égards on peut considérer que la crise financière a conforté la zone UEMOA et le Nigeria comme les deux grands ensembles économiques de la région.

Enfin, toutes ces mutations n'ont évidemment pas fait disparaître les fragilités structurelles : insécurité alimentaire, cheminement difficile de la démocratie, les changements climatiques, etc.

2) *Ce portail rapide et incomplet de l'Afrique de l'Ouest m'amène à la conclusion que le CSAO doit conserver sa vertu cardinale de souplesse et d'adaptation pour permettre à ses membres de comprendre l'évolution des enjeux, de prendre la mesure des nouvelles dimensions du développement ouest-africain. Il me semble en particulier que :*

- Les évolutions récentes que je viens d'évoquer, dont les effets du changement climatique, confirment le besoin de ceux qui s'intéressent à cette région de disposer d'outils de suivi permanent et d'analyse. Le bulletin trimestriel « l'Observateur de l'Afrique de l'Ouest » dont le Secrétariat du Club vous soumet ici la première édition mérite à cet égard votre attention, vos remarques et suggestions ; de même que le projet de portail « Afrique de l'Ouest » conjointement mené avec la CEDEAO.
- Le Nigeria, même s'il n'est pas un récipiendaire important de l'aide internationale, même s'il n'est pas un « client » privilégié des agences de coopération membres du CSAO, doit être analysé et compris. Ce qui se passe et se passera au Nigeria influe et influera de façon croissante sur le développement de tous les autres pays ouest-africains. Je suis persuadé que les analyses du CSAO concernant le Nigeria constituent une valeur ajoutée importante.
- La zone Franc en tant qu'ensemble monétaire et économique mérite sans doute d'être plus prise en compte que par le passé dans les travaux du CSAO. Cet ensemble de presque 100 millions d'habitants jouera sans aucun doute un rôle central dans le processus d'intégration régional ouest-africain.
- Les nouveaux « joueurs », l'Inde, la Chine, le Brésil notamment, devraient être progressivement associés, voir intégrés dans les travaux du CSAO. Il est important de mieux les comprendre, de mieux suivre leurs stratégies et leurs actions, de faciliter le dialogue avec eux.
- Le CSAO doit être un lieu où les organisations régionales ouest-africaines peuvent trouver de l'aide pour la définition et la mise en œuvre de leurs stratégies de lutte contre les effets de la crise économique mondiale. A cet égard, le programme de travail du Secrétariat doit être en mesure de s'adapter pour répondre à ces demandes.
- Parce que ces enjeux sont désormais tout en haut de l'agenda, les risques sécuritaires doivent être débattus dans le cadre du CSAO et intégrés aux autres dimensions du développement.
- La question des migrations, étroitement liée à la croissance démographique, doit continuer à retenir une attention particulière du CSAO.

3) *Au cours des derniers mois, j'ai pu constater sur une base régulière, le travail énorme et utile accompli par le Secrétariat du Club et sa spécificité.*

Voici les principaux éléments qui lui confèrent une importante valeur ajoutée :

- La priorité qu'il accorde à la dimension régionale du développement à moyen et à long terme de l'Afrique de l'Ouest,
- Son étroite coopération avec un grand nombre d'organisations internationales et régionales dont l'Union Africaine, la CEDEAO, l'UEMOA, le CILSS,
- Son association étroite avec des centres de recherche de la région et des pays développés,
- Son amplification du rôle et de la voix de la société civile dans la région (partis politiques, jeunes, femmes, médias, secteur privé, mouvements associatifs dont le ROPPA),
- Son insistance sur une connaissance de la région ancrée dans les faits qui puisse servir de référence aux prises de décisions et à l'action sur le terrain,
- Sa lecture équilibrée de la région qui met l'accent sur les dynamiques de transformations et celles et ceux qui les portent.

Je n'insisterai pas davantage là-dessus car je sais que vous êtes encore plus familiers que moi avec ces réalités et ces caractéristiques du Secrétariat du Club.

Permettez-moi, en tant que responsable politique belge, de revenir rapidement sur le dossier relatif à la lutte contre les pires formes d'exploitation des enfants dans les plantations ouest-africaines de cacao, traité dans une approche régionale. Je veux souligner que ce dossier, développé dans le cadre du CSAO à l'initiative de la coopération belge, est en train de déboucher sur la formulation d'une position commune à l'ensemble des parties prenantes internationales de ce dossier, organisations internationales, associations des grandes industries chocolatières, bailleurs de fonds, etc. La notion de club prend ici tout son sens. En outre, si l'ensemble de ces partenaires ont souhaité développer cette position commune dans le cadre du CSAO, c'est pour deux raisons :

- D'une part, du fait de l'étroite connexion de son Secrétariat avec l'Afrique de l'Ouest et notamment avec les organisations régionales qui sont, pour la première fois, sur le point d'assurer un leadership politique du dossier.
- D'autre part, du fait de son ancrage au sein de l'OCDE qui lui confère une crédibilité institutionnelle indiscutable.

Cet exemple parle de lui-même et répond à mes yeux à la question du positionnement institutionnel du CSAO.

- 4) ***Je dois aussi reconnaître et souligner l'étroite collaboration qui existe entre le Club et les autres Directorats de l'OCDE. C'est un partenariat qui tend à éviter la duplication et à assurer une complémentarité efficace au niveau de l'information, des analyses et de l'action. Je suis impressionné par cette excellente collaboration au bénéfice de tous.***

Comme vous le savez, une réflexion sur les synergies à développer entre l'ensemble des structures de l'OCDE travaillant sur le développement est en cours. Le Conseil de l'OCDE du 25 mai dernier avait inscrit cette question à son agenda. Je pense que nous devons discuter des résultats de cette discussion.

- 5) ***Je voudrais également vous faire part de quelques préoccupations qui, je le sais, sont aussi les vôtres.***

Premièrement, nous devons mieux faire connaître le Club. Nous allons faire de notre mieux en cette matière et le Secrétariat du Club a accordé cette année une priorité accrue à cette question.

Deuxième préoccupation : la pérennité de l'action du Club à travers des financements soutenus et prévisibles. Cette question a également été examinée lors du récent GOP. J'aurai l'occasion de revenir sur cette question sur une base régulière. Cette année, j'envisage de rendre visite au plus grand nombre d'entre vous dans chacun de vos pays avec la participation de M. Normand Lauzon, pour pouvoir à la fois faire mieux connaître le Club dans chaque pays et également aborder la question de son financement dans la durée. Je compte également essayer d'élargir le nombre des partenaires qui contribuent au financement du Club. Je pense en effet qu'il conviendrait de prendre contact avec de nouveaux partenaires possibles pour le CSAO dont notamment la Chine, l'Inde et le Brésil, de même qu'avec un certain nombre de pays arabes, tout en tenant compte de la politique d'« outreach » de l'OCDE.

Je voudrais aussi vous faire part d'une troisième préoccupation qui est d'assurer des consultations et des échanges réguliers entre nous sur le positionnement stratégique du Club, sa valeur ajoutée dans la durée et donc de l'évolution de sa mission et de son rôle complémentaire par rapport aux autres acteurs du développement à l'échelle locale, nationale, régionale, continentale et internationale.

Nous aurons l'occasion de discuter et d'échanger nos vues sur ces divers points pendant cette réunion du GOP. Je vous serais reconnaissant de nous faire part de vos commentaires, de vos suggestions et de vos recommandations concrètes de manière à nous permettre d'accorder une haute priorité à vos points de vue, suggestions et vos préoccupations.

Je vous remercie.

Dear Colleagues,

I am very pleased to participate in this important meeting to exchange views on a number of issues of interest to West Africa, OECD, the developed countries and the Sahel and West Africa Club (SWAC) attached to OECD.

I wish to thank you all for being here with us today. This attests to the importance you attach to West Africa and to the role played by the Sahel and West Africa Club.

Today I would like to address three main issues:

1. The global financial crisis and its impact on West Africa
2. The OECD position vis-à-vis the SWAC and other structures working on Africa
3. The SWAC's future and its way forward.

The Global Financial Crisis

The OECD has reacted quickly to the financial and economic crisis and is helping governments chart a way through the crisis with a strategic response designed to create a stronger, cleaner and fairer global economy for the future. This will be the main thrust of the discussions at the meeting of the OECD Council at Ministerial level next week.

Development is amongst the key priorities of the OECD Strategic Response and the Organisation has led in taking early steps to limit the risk of the financial crisis becoming an aid crisis: at the joint initiative of the OECD Secretary-General and DAC Chair an "Aid Pledge" was agreed by DAC members in which they reaffirm their aid commitments and agree to maintain aid flows in line with these commitments.

The various facets of OECD work on Development have been reviewed during a recent meeting of the Council, last month. On this occasion, a high priority has been given by our member states to strengthening further policy coherence, the co-ordination of our efforts on the ground, and the implementation of the Paris Declaration and of the Accra Action Plan. The discussion also highlighted the importance of the regional dimensions of development and aid effectiveness to complement what is being done at the local, national and international levels. Whether we talk about the achievement of the Millennium Development Goals (MDGs), environment, climate change, food security, trade, the development of the private sector, prospects for the youth, migration, peace and security we have to make sure that regional co-operation between the countries we are working with is given an important priority. Indeed, the issues that I have mentioned are cross-border and they have to be tackled through joint and complementary efforts.

I think it is useful to keep this broader context in mind in the course of today's discussions, because I feel strongly that at a time when we need rapid, focused and well co-ordinated reactions, responsive organisations like the SWAC, with its wealth of experience and connections should be called by development partners to play an ever more important role.

The OECD position vis-à-vis the SWAC and other structures working on Africa

The SWAC attaches high priority to amplifying the voices and opinions of Africans so that they can effectively be heard. The SWAC has also strengthened its partnership with OECD Directorates. I would like to highlight the dynamic role played by the SWAC as a member of the OECD Development Cluster for which I am responsible. For example, the SWAC Secretariat played a driving role in the building of the new OECD and Africa website which will be presented to you today in the afternoon. This Africa platform has the added value of harnessing all information related to OECD's work on Africa and thus facilitating the sharing of information across the various OECD Directorates in an effort to contribute to the co-ordination of horizontal activities. This and many other examples illustrate that the SWAC is committed to co-ordination and results-based partnerships with other OECD Directorates.

I am also very pleased to see that the SWAC has intensified its co-operation with other partners such as the the African Development Bank, the African Union, the CILSS, ECOWAS, ENDA Diapol, ROPPA, UEMOA, UNECA ,UNOWA, as well as civil society, the private sector and many others. More information on these important initiatives taken in this regard will be provided during the meeting.

The Sahel and West Africa Club is playing a crucial role in providing a more balanced reading of West Africa. The SWAC along with its African development partners is promoting a prospective vision of West Africa which focuses on the identification of the dynamics of change as well as the drivers of change while at the same time taking into account the problems and challenges of the region. Indeed, this region should not be perceived as stagnant, but rather as a region in constant evolution capable of significant adaptation and progress. This region should be more fully recognised by the international community as a significant strategic partner.

The regional integration process to which the African Union, the CILSS, ECOWAS, UEMOA, and many others are dedicated is an important challenge. With an ever increasing population, moving ahead with regional integration in a more focused, results oriented manner, becomes every day more necessary to address issues such as governance, employment and migration, investment, trade, poverty reduction as well as the prospects for the youth and the attainment of the Millennium Development Goals. The joint work carried out with ECOWAS, the SWAC and other partners on food security, cross-border co-operation, peace and security attests to SWAC's specificity and its value added in support of the efforts of both donors and development partners in West Africa. The Sahel and West Africa Club has been very active in several areas including the promotion of a regional approach to the development of the region, the affirmation in various fora, based on sound analysis, that the regional dimension is an important tool to ensure aid effectiveness and complement work which is being done at the local and national levels. This includes the revision of the food charter -- a landmark initiative in which the SWAC is playing a leading role and that could set an example for other regions -- and the analysis of the migration situation in West Africa, which illustrates clearly the useful role of the SWAC as an interface between the North and the South, including on difficult issues. Other activities are the production of various Atlas chapters in support of the regional integration process, the promotion of peace and security within the region and the production of regular information Notes, helping to guide the reflection and action of donors and partners on priority issues.

The SWAC has finalized the first issue of the West Africa Report on the available resources to be mobilised in West Africa, such as human, financial, natural and cultural. I must underline that the SWAC, notably since Accra, has continued to play a leading role within the OECD to promote the regional dimension of development in the context of our ongoing refforts towards improving aid efficiency.

You will have an opportunity during this meeting to exchange views on the results achieved by the SWAC in 2008 and on what the SWAC intends to do in 2009. We look forward to your active guidance and advice in ensuring the Club's continuing relevance to your own development priorities and concerns.

The future of the Club and its way forward

Like anyone today, we are all, the SWAC as well as the OECD itself, constantly challenged by the need to adjust our products, approaches and working methods to a rapidly -- and sometimes brutally -- changing global environment.

The SWAC is aware of its continuing obligation to be results-oriented and to respond efficiently to the most pressing needs of its members and development partners. Accordingly, the SWAC has made renewed efforts to strengthen its partnerships with various institutional and civil society actors, while opening new avenues through joint, focused initiatives with partners from the North and the South.

With regard to communications to which you attach high priority, I hope that you will concur with my assessment that the SWAC has made significant progress. It is determined to intensify further its action in this key area.

As you know, for the time being, a major concern of the SWAC and its Secretariat and of the management of the OECD itself, is to secure sustainable funding in order to continue to deliver concrete results that benefit the region and its population. Your timely and sustained contributions to the SWAC are of critical importance so as to allow it to play its important role in support of West Africa's development. I sincerely hope that this SPG meeting will review thoroughly this issue and agree on a strategic action plan to ensure the sustainability of the SWAC in a medium-term perspective. My colleagues from the SWAC Secretariat will also explain how they are adapting their working methods and products in order to increase their efficiency and the value added of their outputs, and ensure their continuing relevance to your needs and aspirations. We look forward to your full support to these efforts.

I wish you full success in your discussions.

Thank you.